

MOKHTAR KHELADI(*)

La mondialisation : une nouvelle stratégie d'accumulation

Depuis quelques années le marché revient comme un *tsunami*, emportant les illusions d'une humanité candide, pleine de la foi que le capitalisme est bourré de contradictions sous le poids desquelles il finira par sombrer. Vers la même époque où V.I. Lénine(1) et Rosa Luxembourg(2) expliquaient chacun à sa manière, comment le capitalisme était en train de virer à l'impérialisme qui serait la dernière étape de son existence ; vivait en Amérique Henry Ford, un industriel qui n'avait jamais mis les pieds à l'université mais qui allait donner au système capitaliste un nouveau souffle et un long sursis qui le mèneront jusqu'au début des années 70. Le «*début des années 70*», est une date imprécise mais une expression commode pour désigner le moment où la longue période de croissance qui caractérisa les économies occidentales depuis la fin de la guerre, a pris fin. Les deux événements qui marquent cette période, auxquels il serait raisonnable d'endosser la responsabilité du retournement de la tendance sont: la fin du Système monétaire international de Bretton Woods, en 1971 et le choc pétrolier de 1973. Ces deux événements plongèrent le monde dans une phase de gestation qui va donner naissance, près d'un quart de siècle plus tard, à un nouvel état de la civilisation caractérisé par le monopole du marché sur la régulation(3). Le système de régulation marchand opère un retour en force dans l'organisation des sociétés et les modalités d'affectation de leurs ressources et le processus par lequel le marché s'impose a reçu le nom de mauvaise augure de : déréglementation.

L'existence du marché a été remise en cause tout au long du XX^e siècle par les peuples de la moitié de la planète, mais il retrouve une seconde jeunesse et revient plus fort et plus dur qu'il ne l'a jamais été, remodelant entièrement la configuration du monde. La recherche de débouchés est un impératif de survie pour les entreprises capitalistes qui sont potentiellement capables de produire des quantités illimitées en raison de la haute maîtrise qu'elles ont des ressources inépuisables de la science et de la technologie(4). A l'image du requin qui ne doit pas s'arrêter de nager pour ne pas couler, le marché ne doit pas arrêter de s'élargir pour ne pas déstabiliser le système qu'il régule ; c'est pourquoi il a été nourri aux hormones par les capitalistes qui mirent tout en oeuvre pour l'étendre à toute la planète. Ils entreprirent de défroisser, déplier et étaler le marché sur toute la surface du globe en une entité faite d'une seule pièce: un marché mondialisé sur lequel la chasse est libre aux opportunités de profits. Le processus par lequel le marché a reconquis ses prérogatives perdues, présente des différences selon les régions et nous essayerons de retrouver les conditions qui ont rendu possible et

nécessaire la déréglementation dans les régions économiques du monde, qui constituent la Triade.

1- LES ETATS-UNIS : A L'OMBRE DU NEW DEAL.

Le crash qui survint à Wall Street le 24 octobre 1929 a été un tournant capital dans l'histoire économique des Etats-Unis. Le contraste est terrible des deux côtés de cette date fatidique qui marque le début d'une longue récession qui se traduit sur le terrain par la faillite de milliers de banques et de milliers d'entreprises et la mise au chômage de travailleurs par millions (Galbraith 1981; Kindleberger 1986). Son mécanisme, une fois déclenché, la crise se nourrit d'elle-même : le brusque rétrécissement du marché précipite la faillite d'entreprises encore fonctionnelles dont les employés allaient grossir les rangs des chômeurs... L'accroissement du chômage réduit encore la demande, acculant d'autres entreprises à la fermeture et ainsi de suite(5). Le marché exerçait son empire avec la plus extrême rigueur, poussant le pays vers l'implosion. Roosevelt, élu en 1933, proposa aux américains le *New Deal*, qui est un pacte de solidarité que toutes les classes sociales s'engagent à respecter pour éviter le pire à la nation. Le gouvernement se donna les pouvoirs légaux de régenter, de réglementer et de réguler l'activité économique afin d'y instaurer un minimum d'ordre. Une série de lois fut promulguée visant à identifier clairement les acteurs économiques afin de mieux les responsabiliser en les spécialisant. Les activités des entreprises, des banques, des compagnies d'assurance, des bourses... sont ainsi strictement balisées et cloisonnées, interdisant à n'importe qui de faire n'importe quoi. Le *Banking Act* adopté en 1933, comprend notamment les 4 fameuses réglementations qui encadraient l'activité bancaire, que sont :

- La réglementation A qui établit les modalités de l'opération d'escompte.
- La réglementation D qui instaure les réserves obligatoires.
- La réglementation Q qui limite les taux d'intérêt qui rémunèrent les dépôts.
- La réglementation J qui instaure une spécialisation dans les activités bancaires, séparant nettement entre banque d'investissement, banque commerciale et institution d'épargne.

Le *US Gold Reserve Act*, voté en janvier 1934 redéfinit la valeur du dollar en le dévaluant de 41 % puis en en fixant la valeur à une once d'or fin égale 35 dollars. Depuis lors le gouvernement continuait à promulguer lois et règlements au fur et à mesure des besoins. En 1956 encore, le *Glass-Steagall Act* opérait une nette distinction entre banques commerciales et banques d'affaires afin d'instaurer un certain niveau de transparence du marché par une spécialisation fine des activités. La même année le *Bank Holding Act* interdit aux sociétés industrielles de détenir des parts dans le capital d'une banque. En 1936, *La Théorie générale* de Keynes apporta une caution théorique à l'interventionnisme étatique, sur la base d'une argumentation dont les rudiments avaient été ébauchés quelques années plus tôt par Henry Ford lui-même(6).

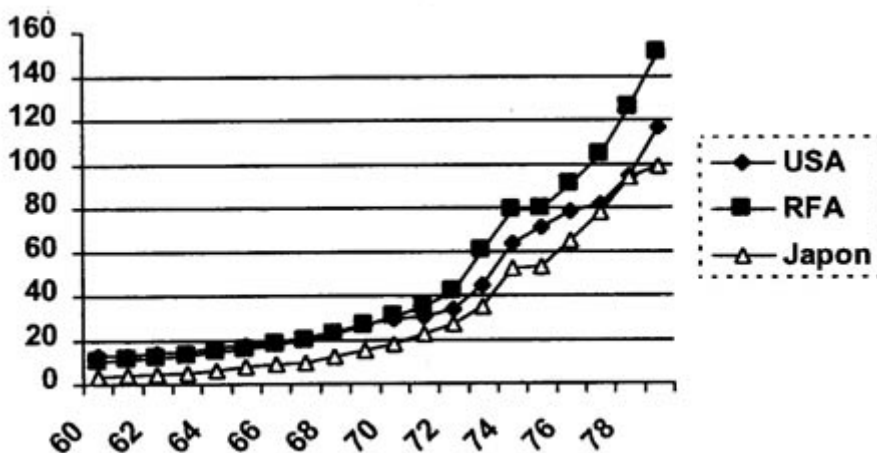
La rigueur et la vigueur du *New Deal* rendirent possible la reprise dès 1934 ; pour une longue période de prospérité qui escamota le caractère contraignant de toute loi. L'oubli est d'autant plus bénin que la seconde guerre mondiale avait brisé le potentiel productif de l'Europe, laissant les entreprises américaines dopées par la demande de guerre, dans une position monopolistique sur le marché mondial. Cet avantage dura le temps que dura la reconstruction européenne car les problèmes commencèrent à survenir dès 1958 avec le premier déficit d'après-guerre de la Balance des paiements qui coïncide avec le retour à la convertibilité des monnaies européennes que les Accords de Bretton Woods avaient consacrées moyen de paiement international aux côtés de l'or et du dollar. La même année vit également la naissance, à la faveur d'une conjoncture assez spéciale, des eurodollars(7). Autant d'événements fâcheux(8) qui ébréchèrent le mythe d'une Amérique inaccessible aux problèmes qui affligent les nations et inséminent le doute à propos de la superpuissance de l'économie américaine et de sa monnaie. Les détenteurs de dollars, de par le monde, entreprennent de s'en débarrasser. L'or commence à quitter les Etats-Unis et la suroffre du dollar entraîne sa valeur vers le bas, menaçant de rompre la sacrosainte parité de 35 dollars pour une once d'or. Les autorités américaines déclenchèrent une série de ripostes graduées dont la plus remarquable est la création du *Pool de l'or* en 1960. Le pool est constitué par les Banques centrales des Etats-Unis et des principaux pays européens dont la Suisse et il avait reçu pour mission d'acheter et de vendre de l'or pour stabiliser le dollar sur sa parité officielle. Néanmoins la soif de l'or était telle que le fonds de stabilisation constitué à l'occasion fondit rapidement et à partir de 1965, le pool devint vendeur net d'or et les banques qui le constituaient, menacées de faillite, durent le dissoudre en 1968(9).

Cet échec, loin de décourager les spéculateurs, les stimula mais devant l'indisponibilité de l'or ils s'orientèrent dans une autre direction et se rabattirent sur le deutsche mark, que la puissance de l'économie allemande habilita pour jouer le rôle de monnaie-refuge. Irrités par les succès de la monnaie allemande, les Américains n'eurent aucun scrupule à déterrer la proposition faite par Keynes en 1944 de créer une monnaie supranationale qui n'appartienne à aucun pays. Par des pressions adroites ils convainquirent leurs partenaires du besoin où se trouve le monde de disposer d'un nouveau moyen de paiement international ou plutôt nonnational. Les statuts du FMI furent rapidement amendés pour rendre l'opération légale et le Fonds créa en 1969 les Droits de Tirage Spéciaux (DTS)(10) qui furent encore un coup d'épée dans l'eau, car la spéculation contre le dollar se poursuivit. En désespoir de cause le gouvernement américain se résolut à un remède de cheval : la suspension totale et définitive de la convertibilité du dollar en or. Le discours du président Nixon du 15 août 1971, annonçant cette importante décision, était un aveu public d'une grave crise économique qui couvait et nous l'interprétons comme le premier jalon dans le sens de la déréglementation. Les autorités allemandes devaient intervenir (en achetant des dollars avec leurs deutsche marks) pour maintenir la parité dollar/DM à l'intérieur du tunnel défini par les valeurs (+1 %) et (-1 %),

mais refusèrent de le faire, augmentant l'incertitude et encourageant le désordre. Le dollar franchement surévalué faiblit visiblement devant les monnaies européennes, annonçant l'inflation. La réunion de la dernière chance au Smithsonian Institutes a accouché de décisions folkloriques et dérisoires(11).

Les entreprises américaines grandies dans la facilité d'un marché sans concurrence, d'une monnaie nationale qui est également un moyen de paiement international et d'une énergie à bon marché, furent brutalement confrontées à des entreprises européennes équipées selon le dernier cri de la technologie et à des entreprises japonaises encore plus performantes et plus agressives (Graphe 1). Elles réalisent que les lois et règlements acceptés avec quelque légèreté constituent un carcan paralysant et stérilisant qui interdit des actions naguère aussi anodines que de licencier des travailleurs, de réduire les salaires, d'allonger la journée de travail, d'employer des enfants... Les nombreux Acts avaient réduit leurs marges de manoeuvre et érodé leur compétitivité sur le marché international où elles commencent à céder progressivement du terrain devant les entreprises japonaises très performantes et très agressives (notamment dans les secteurs de la construction navale, de l'automobile, de l'appareillage électronique...). Sur un certain nombre de produits, elles cèdent du terrain sur le propre marché américain (Le Diascorn 1992 ; Guillain 1992). A titre d'exemple, les firmes japonaises détiennent 25% du marché américain de l'automobile en 1982, alors qu'elles n'en détenaient que 5% en 1970 (Rainelli 1990). L'Etat ayant échoué à les protéger contre la concurrence étrangère, les entreprises américaines refusent que la rigueur de l'Etat ne puisse s'appliquer qu'à leur encontre. Elles réclamaient de l'Etat le démantèlement de toute la batterie d'Acts qui les ligotent devant des concurrents très actifs. Les économistes et les capitalistes prônent alors ouvertement un retour aux saines pratiques du marché.

Graphe 1 : Evolution comparée des exportations de produits manufacturés des Etats-Unis, de la RFA et du Japon (en milliards de dollars)



Source : Lévy-Leboyer et Casanova [1991]. Extrait du tableau de la page 569.

2- L'EUROPE : DE LA RECONSTRUCTION A L' UNION

L'Europe est sortie de la seconde guerre mondiale ruinée, avec un lourd passif à rattraper :

- Des millions d'estropiés, d'orphelins et de sans-abri.
- Des villes et des infrastructures socio-économiques complètement dévastées.
- Des millions de chômeurs.
- Un appareil de production mal en point et tourné vers les besoins de la guerre.
- Une importante dette de guerre...

Autant de problèmes que les agents économiques classiques (le producteur et le consommateur) n'ont ni vocation ni pouvoir de résoudre. Alors l'urgence commandant et nécessité faisant loi, les gouvernements qui avaient organisé l'économie de guerre continuèrent à diriger l'économie une fois la paix revenue. L'Angleterre nationalisa la Banque d'Angleterre dès 1946 et la France un certain nombre de secteurs-clé dont celui de la finance et de l'assurance **(12)**, le transport aérien et le transport par rail... ainsi que l'entreprise de Louis Renault, accusé de collaboration. Depuis lors, la France a institué une planification indicative et les pouvoirs publics de tous les pays européens interviennent dans les affaires économiques à chaque fois que besoin est. Ce système d'économie mixte a offert à l'Europe, une période de prospérité unique, connue sous le nom des Trente Glorieuses. Les taux de croissance n'étaient pas exceptionnellement hauts, exceptés pour le Japon et à un degré moindre l'Allemagne (Tableau 2) mais du fait que cette croissance s'inscrivait dans la durée et qu'elle profitait d'une certaine manière à toutes les catégories, elle introduisait l'ère de la consommation de masse **(13)** (Tableau 1).

Tableau 1 : Evolution des taux d'équipement des ménages.

	Déc. 1954	Juin 1960	Juin 1970	Janv. 1980
Automobile	22,5	30,0	56,8	69,5
Télévision	1,0	13,6	69,2	89,5
Réfrigérateur	7,5	26,8	79,0	95,0
Machine à laver le linge	8,4	24,8	55,7	78,9
Lave-vaisselle	-	-	2,1	78,9
Congélateur	-	-	-	15,3
Télévision couleur	-	-	-	40,4
Nombre de ménages (en millions)	13,4	14,3	16,2	19,1

Source : Lévy-Leboyer et Casanova [1991]. Page 440.

Dire que la crise s'est brutalement abattue sur l'Europe est exagéré parce que, non seulement les différents pays subirent le choc pétrolier de façon discriminatoire, mais encore ce choc n'a fait que révéler et catalyser la crise latente déjà en gestation depuis quelques années. Un baril de pétrole à trop bon marché (3,03 dollars en 1973) avait endormi la vigilance des européens qui n'avaient pas sérieusement cherché de substitut au pétrole dont ils sont totalement dépendants (Tableau n°3). L'envolée du prix (10,77 dollars en 1974, 31 dollars en 1980...) les

paralisa (certains pays reviennent à la traction animale, d'autres rouvrirent des mines de charbon depuis longtemps abandonnées...).

Tableau 2 : Taux de croissance annuels moyens des PNB dans les grands pays industriels

	RFA*	France	Italie	Royaume-Uni	Europe des 12	Etats-Unis	Japon	OCDE
60-73	4,4	5,8	5,3	3,2	4,8	3,9	10,6	4,7
73-79	2,3	2,8	2,6	1,5	2,4	2,6	3,6	2,6
79-90	2,0	2,2	2,5	2,1	2,3	3,0	4,2	2,6
90-95	2,4	1,3	1,2	1,4	1,5	2,4	1,4	1,5
1988	3,7	4,5	4,1	4,4	4,1	3,9	6,2	4,3
1989	3,6	4,3	2,9	2,2	3,5	2,5	4,7	3,3
1990	5,1	2,5	2,1	0,4	3,0	1,2	4,8	2,4
1991	2,8	0,8	1,2	-2,0	1,1	-0,6	4,3	1,3
1992	2,2	1,3	0,7	-0,5	1,1	2,7	1,1	1,7
1993	-1,2	-1,5	-1,2	2,3	-0,5	2,2	0,1	0,8
1994	2,9	2,9	2,2	3,8	2,8	3,5	0,5	2,8
1995	2,1	2,4	3,3	2,5	2,7	2,1	0,7	1,9

Source : Cahiers Français n° 265, de mars-avril 1994. Page 106.

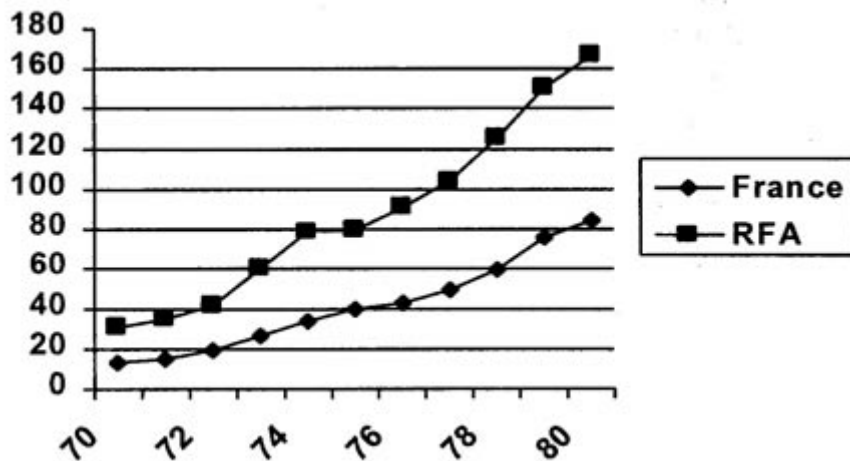
Les coûts de production montèrent en flèche rendant les produits européens répulsifs sur le marché mondial, ce qui donna un brutal coup d'arrêt aux exportations (Graphe 2). L'inflation s'installait durablement en Europe. L'économiste néo-zélandais Phillips avait proposé une thèse selon laquelle chômage et inflation entretiennent des rapports exclusifs qui laissent croire aux gouvernements qu'il est possible de combattre le chômage en acceptant une certaine dose d'inflation et l'inflation en supportant un certain volant de chômage. Mais ils ne tardèrent pas à réaliser que loin de s'exclure mutuellement inflation et chômage peuvent parfaitement cohabiter en une situation inédite à laquelle on donna le nom barbare de stagflation (composé à partir de *stagnation et inflation*). C'est un cas de figure particulièrement coriace qui enracine la crise en Europe pour deux décennies. Les chômeurs se comptent en millions et des pans entiers de l'industrie tombent en décrépitude (sidérurgie, construction navale, textile...) et les taux de croissance se maintiennent sur une faible amplitude autour de zéro (Tableau n°3).

Tableau 3 : Taux de dépendance énergétique (importation / consommation en %).

	1973	1991
Europe des 12	64	49,6
Belgique	88	78,3
Pays-Bas	23	18
Luxembourg	99,6	98,6
Allemagne	56	52,6
France	81	56,4
Italie	85,6	82,8
Royaume-Uni	50	5
Irlande	85,4	67,2
Danemark	99,6	42,7
Grèce	91,4	65,6
Espagne*	79,2	67,4
Portugal*	99,3	93,8

Source : Cahiers Français n° 265, de mars-avril 1994. Page 106.

Graph 2 : Evolution des exportations des produits manufacturés de l'Allemagne et de la France (en milliards de dollars).



Source : Lévy-Leboyer & Casanova [1991]. Extrait du tableau de la page 569.

La revendication de la déréglementation par les entreprises européennes en vue d'augmenter les profits des actionnaires avait emprunté un itinéraire différent de celui des entreprises américaines. En Europe l'interventionnisme est lié au contexte de la deuxième guerre mondiale, à l'issue de laquelle la classe ouvrière qui avait fourni l'essentiel de l'effort de guerre n'entendait pas ne pas profiter des richesses qu'elle participe à produire. Plusieurs hypothèses peuvent être avancées pour expliquer la relative bienveillance des capitalistes, d'habitude prompts à réprimer les velléités des travailleurs. La plus probable étant la rareté de la main-d'œuvre dans un contexte où les morts, les handicapés et les déportés se comptaient par millions [\(14\)](#) ; de plus la croissance soutenue invitait à concéder aux travailleurs une partie des richesses créées plutôt que de croiser le fer avec eux [\(15\)](#). Le plein-emploi rendit possible l'octroi de salaires confortables (qui se situent bien au-dessus du minimum vital de Ricardo) aux travailleurs qui pouvaient jouir de produits réservés à la bourgeoisie avant-guerre. Les acquis de cette époque, pour les travailleurs, forment un confortable matelas où nous retrouvons pêle-mêle: le SMIG, les allocations familiales, la sécurité sociale, la semaine des 44 heures, le congé payé, le congé de maladie, le congé de maternité, le droit à la retraite, le droit à la formation et au perfectionnement... Le travailleur qui était un simple ingrédient dans le processus de production est promu au rang d'acteur et de partenaire dans le processus de reproduction de toute la société. C'est ce statut coûteux à entretenir pour les capitalistes que la déréglementation vise à réduire pour ravalier le travailleur au rang de facteur de production.

3- L'ASIE DU SUD-EST OU LE REVEIL D'UN GEANT

A l'exception du Japon, les pays du sud-est asiatique étaient très arriérés et vivaient comme au néolithique, il y a, à peine, 50 ans [\(16\)](#). Aujourd'hui, leur niveau de vie reste relativement faible mais ils s'imposent comme de fantastiques machines à produire et à exporter face aux grandes puissances traditionnelles comme les Etats-Unis, l'Angleterre ou la France. Les statistiques économiques attestent de l'effort fourni et des résultats qui en ont découlé. Ces pays...

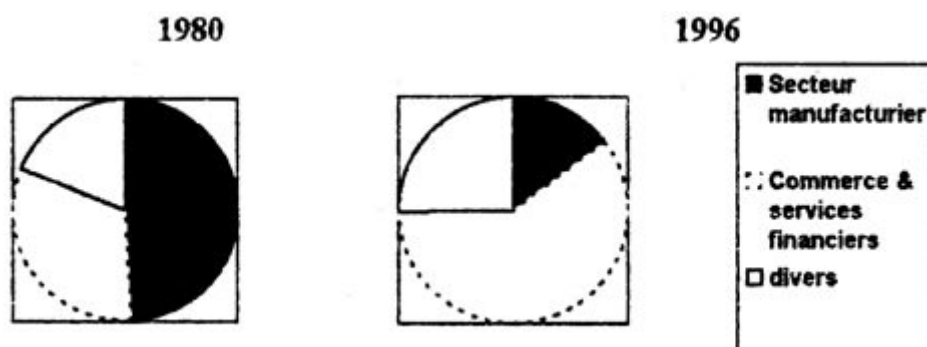
- ... affichent des taux de croissance mirifiques qui tournent autour de 10%, voire davantage, alors qu'aux plus beaux moments des Trente glorieuses, aucun pays occidental n'a plané à de telles cimes.
- ... sont parmi les plus performants et parmi les plus gros exportateurs du monde. Le classement des pays selon leur compétitivité donne pour les deux premières places Singapour et Hong Kong devant les Etats-Unis. Mieux encore, sur les 15 premiers pays, six sont issus de cette région(17). Le classement réalisé en 1994 par la *Fondation de l'économie mondiale et le International Institut for Management Development*(18), donne l'ordre suivant :1) Etats-Unis, 2) Singapour, 3) Japon, 4) Hong Kong (Paulet & Mor [1996] page13). Entre 1970 et 1992, les exportations de la Corée vers l'Union Européenne avaient été multipliées par 14, celles de Singapour par 5,5 et celles de la Chine par 5,6...
- ... possèdent quelques-unes des plus importantes places financières du monde. Tokyo est à la première place en termes de capitalisation boursière, Singapour à la quatrième et Hong Kong à la sixième (Meyer 1996, page 155).
- ... intègrent la plus grande plaque de trafic maritime du monde avec les ports les plus importants et les plus actifs du monde Tokyo, Osaka-Kobé, Singapour, Hong Kong, Shanghai... (Paulet & Mor 1996)

La région de l'Asie du Pacifique est un vaste espace formé de terre et de mer avec des milliers d'îles, des presqu'îles, des détroits, des golfes, des baies... qui possèdent les couloirs de navigation les plus fréquentés et les plus grands ports du monde. L'Océan Pacifique, qui dans sa partie qui nous intéresse se décompose en mer de Chine et mer du Japon, joue un rôle similaire à celui qu'avait joué la Méditerranée depuis l'antiquité jusqu'à la révolution industrielle : celui d'être un formidable réseau de transport et de communication qui unit plutôt qu'il ne sépare. Il reste toutefois que le développement est loin d'être homogène en toutes les parties de la région et il plaît aux spécialistes de distinguer le Japon superpuissance tractante, les dragons (Taiwan, Corée du Sud, Hong Kong et Singapour), les nouveaux dragons (Thaïlande et Indonésie), les bébés tigres (Philippines, Malaisie, Vietnam...), en attendant la Chine qui commence à se réveiller. En effet, depuis 1980, la Chine, sans rien renier du Communisme, entend profiter de la dynamique générale qui s'est emparée de la région, en instituant des zones économiques spéciales (ZES), sur tout le littoral Est du pays où se concentre une population d'environ 500 millions d'habitants. Les ZES, échappent en grande partie à la mainmise de l'Etat et du Parti, pour fonctionner au diapason des économies capitalistes modernes. La récupération de Hong Kong en 1997 a introduit le pays dans l'ère du *socialisme de marché* et fait que ce pays se taille une part de 4,6% dans les

exportations mondiales et de 3,3% dans les importations mondiales en 1998 (données de l'OMC).

Le facteur qui assoit l'avantage comparatif de toute la région est à l'unanimité des auteurs : la population. Une population d'environ deux milliards d'habitants qui constitue le plus vaste marché du monde mais fournit surtout une main-d'œuvre abondante, disciplinée et à très bon marché, organisée par des pouvoirs forts et souvent dictatoriaux (Corée du Sud, Taïwan, Chine, Philippines, Indonésie, Thaïlande, Myanmar...). C'est une main-d'œuvre idéale : industrielle, frugale, économe, capable de fournir une productivité comparable à celle des Américains et de se contenter d'un niveau de vie comparable à celui des pays sous-développés (19). Encore les ménages arrivent-ils à épargner une fraction appréciable de leurs modestes revenus; au Japon, durant la période de haute croissance (qui correspond à la période 1955-1973) ils épargnaient entre 18 et 20% de leurs revenus (Meyer 1996, page 50), pour un taux d'intérêt presque symbolique. Cette épargne abondante met à disposition des entreprises un crédit inépuisable et à bon marché. Traitant de la Corée du Sud Paulet & Mor (1996, page 183) notent : « *Le succès du modèle sud-coréen repose donc sur l'interventionnisme de l'Etat et un manque de libertés publiques : semaine de travail de 60 heures, pas de vacances pour les salariés...* ». Toutefois, s'arrêter à ce seul constat. retiendrait à se tromper lourdement sur le compte de ces peuples qui ont pu réaliser en l'espace de quelques années des efforts méritoires dans la maîtrise de la technologie de pointe et dans les services financiers (graphe 3).

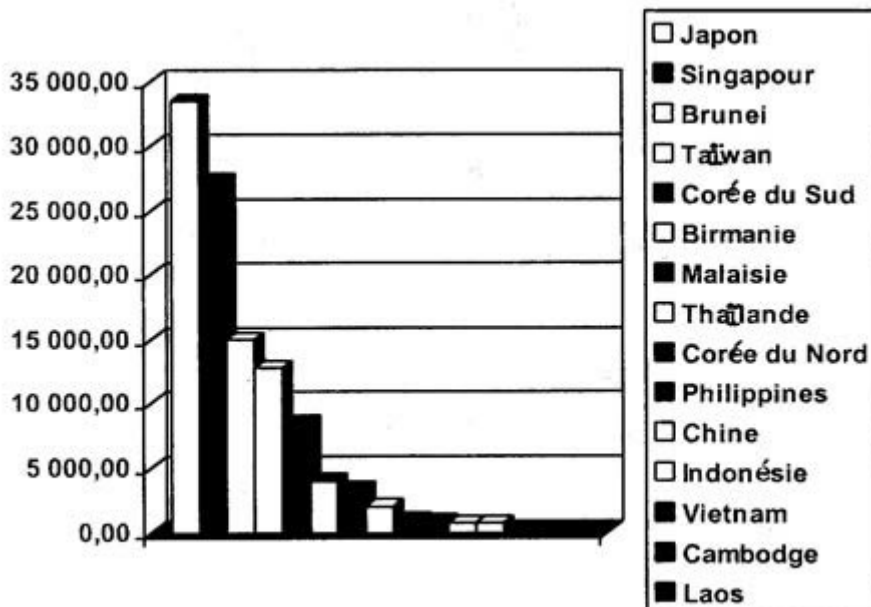
Grappe 3 : Evolution sectorielle de l'emploi privé à Hong Kong.



Source : Finances & Développement de septembre 1997. Page 3..

Ajoutons que pour l'heure, le marché que fait miroiter l'Asie du SudEst n'existe qu'en puissance en raison du faible niveau de développement de certains pays comme le Laos, le Cambodge (Grappe 4) et des régions occidentales et centrales de la Chine (Tableau 4) ; mais imaginons les perspectives de débouchés qu'offrirait la région le jour où il serait possible de hisser le revenu e de chacun de ces 2 milliards d'âmes à 3000 ou à 500 à dollars. C'est un marché absolument famineux qui d'ores et déjà excite toutes les convoitises.

Grappe 4 : PNB par habitant des pays de l'Asie du Sud-Est (en dollars, en 1999)



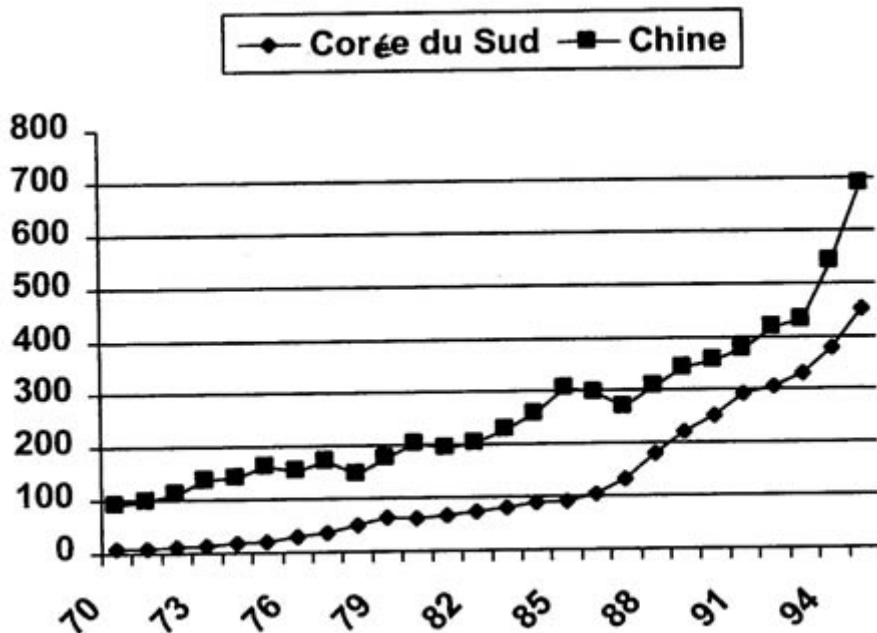
Source : Le Figaro économie du jeudi 27 avril 2000.

Tableau 4 : Les différences de développement entre régions en Chine

	Population (millions)	PNB/hab. (\$)	Recettes d'exportation par habitant (\$)
Shanghai	13,4	1202,6	428,4
Guangdong	64,4	519,5	212,6
Autres provinces du littoral	388,1	263,0	61,2
Chine occidentale	263,6	226,5	13
Autres provinces de l'intérieur	424,1	273,2	21,8
Hong Kong	5,7	13430,0	5234,4
Taiwan, province chinoise	20,6	8815,0	3705,8

Source : Finances & Développement de juin 1995.

Graph 5 : Evolution des PNB de la Chine et de la Corée du Sud (en milliards de dollars)



Il est entré dans les habitudes, lorsqu'on évoque les trois pôles de la Triade de citer l'UE (tractée par l'Allemagne), l'ALENA (tractée par les Etats-Unis) et l'ASEAN (tractée par le Japon). C'est, évidemment, une grave erreur d'appréciation car l'ASEAN n'est pas une association à caractère économique comme les deux autres et le Japon n'en est pas membre. En fait, tout reste à faire pour les pays de la région qui sont loin d'avoir la cohérence et la cohésion qu'on leur prête et dont les échanges internes à la zone ne dépassent les 30 % (contre plus de 60% pour les échanges intra-UE). En 1967, la Thaïlande, l'Indonésie, la Malaisie, Singapour et les Philippines ont bien créé une association dénommée ASEAN (Association of South East Nations) mais elle a un caractère politique et répond au souci d'instaurer une paix durable dans la région (Brunei et le Vietnam ont rejoint l'Association ultérieurement). Un effort est en train d'être fourni pour faire évoluer l'ASEAN en une zone de libre-échange appelée Asean Free Trade Area (AFTA) et qui intégrera les autres pays, surtout le Japon.

4- LA DEREGLEMENTATION : UN NOUVEAU PROCESSUS D'ACCUMULATION ?

A l'issue d'une présentation succincte des trois pôles constitutifs de la Triade, il devient possible de tirer quelques conclusions que nous développerons après avoir rappelé que la déréglementation est le lieu de confluence de plusieurs processus conflictuels :

1. Un conflit qui oppose le Capital au Travail ou plus prosaïquement les entrepreneurs aux travailleurs.
2. Un conflit qui oppose la sphère marchande à la sphère non marchande (planifiée et/ou sous-développée...).
3. Un conflit qui oppose la production (de biens matériels) à la spéculation (financière).
4. Un conflit qui oppose l'Etat-nation à la mondialisation.

Ces quatre processus préfigurent les itinéraires prioritaires que le Marché essaie d'emprunter pour se régénérer et se revitaliser pour imposer sa logique à toute l'humanité. Reprenons-les.

41- Le conflit Capital-Travail ou le pot de fer contre le pot de terre.

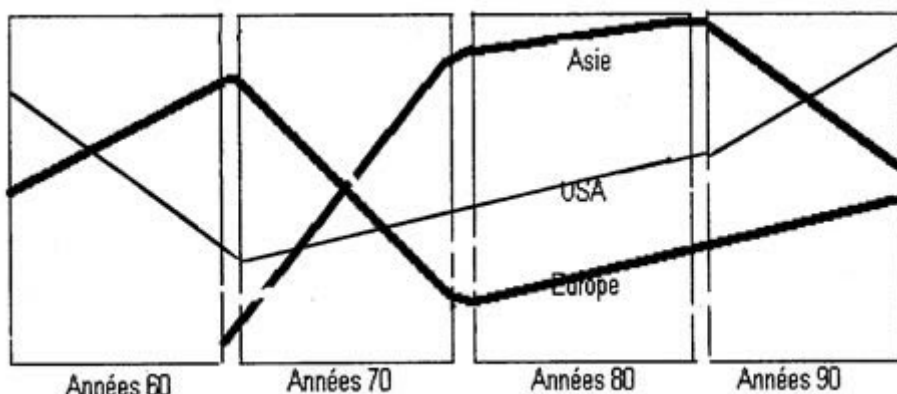
La *déréglementation* est la manifestation la plus récente du conflit éternel qui oppose Capital et Travail. Des événements majeurs (crise de 29 aux Etats-Unis, seconde guerre mondiale en Europe et début de l'industrialisation en Asie du sud-est) avaient servi le facteur Travail en amenant le Capital à accepter un certain niveau de *réglementation* et d'interventionnisme étatique inévitable pour éviter la faillite de tout le système. La période durant laquelle l'économie était régulée conjointement par le Marché et l'Etat est dite d'économie mixte et elle correspond à une phase exceptionnelle où capitalistes et travailleurs se partageaient le produit qu'ils ont créé. C'est donc une période de prospérité générale qui réconcilie Smith avec Ricardo. Smith était obnubilé par la question de savoir augmenter la production, tandis que

Ricardo sachant que la production est une condition nécessaire mais non suffisante pour éradiquer la misère, s'inquiétait plutôt des modalités de la répartition car s'il existe une infinité de manières de partager les richesses qu'une nation produit, certaines sont enrichissantes et d'autres appauvrissantes. Nous pouvons conjecturer que la répartition adoptée durant la période de l'économie mixte peut être considérée comme enrichissante ; d'où la question de savoir pourquoi le monde développé rejette un système de reproduction qui donne satisfaction au risque de remettre en cause le fragile équilibre qui s'est établi entre Capital et Travail. La réponse est loin d'être évidente et nous ne pouvons que suggérer trois pistes de réflexion :

La *première* tient aux extraordinaires progrès réalisés dans les transports et communications qui ont dévalorisé le facteur Travail en élargissant la concurrence sur l'emploi à toute la planète de sorte que l'offre de travail est systématiquement et strictement supérieure à la demande. Le travailleur de Seattle n'est plus mis en concurrence avec celui de Détroit, mais avec ceux de New Delhi et de Kuala Lumpur qui se contentent de salaires jusqu'à 50 fois moindres, pour une productivité identique **(20)**.

La *deuxième* tient au fait que les trois pôles de la Triade n'évoluent pas en phase mais avec un décalage d'une douzaine d'années l'un par rapport à l'autre. Au début des années 60 la période faste de l'Europe correspond à la période des problèmes des Etats-Unis, alors que la région de l'Asie du Pacifique a commencé à émerger avec force au moment où commençaient les problèmes de l'Europe au début des années 70. Au début des années 80 l'Europe était encore au creux de la vague, les Etats-Unis étaient à mi-chemin d'en sortir et l'Asie au sommet. Au début des années 90, l'Asie de l'Est plonge, l'Amérique émerge et l'Europe est à mi-chemin.

Graphe 6 : Cycle de croissance dans les pays de la Triade.



Le schéma ci-dessus n'a aucune prétention mais il présente une tendance générale intéressante. L'Europe suit avec une décennie de retard, un cheminement semblable à celui des Etats-Unis, tandis que l'Asie suit, toujours avec une décennie de retard, un itinéraire en opposition de phase avec les Etats-Unis. L'évolution du système-monde est déterminée par les Etats-Unis qui entretiennent des relations privilégiées tant avec l'Europe qu'avec l'Asie, alors que les relations

entre l'Europe et l'Asie du sud-est sont certes importantes mais loin d'être déterminantes.

La *troisième* tient au fait que la recomposition du système-monde en un système tri-polaire se ferait au détriment des Etats-Unis qui verraient leur puissance remise en cause sur les 2/3 du marché mondial. En effet l'Europe réalise déjà les 2/3 de ses échanges à l'intérieur de l'Union et elle entreprend activement de s'élargir aux ex-pays du bloc de l'Est. Le succès de cette extension pourrait l'assurer d'un marché d'un milliard de consommateurs qui lui assurerait un fonctionnement autonome durant plusieurs décennies. L'Asie du Pacifique présente de formidables perspectives de croissance, à long terme, avec un marché encore en friche de plus de 2 milliards d'habitants dont les échanges internes n'atteignent pas les 30%. Porter ce taux autour de 80%, assurerait toute la région d'un développement autonome sur plusieurs décennies également et le Japon, la Corée du Sud et la Chine se sont déjà lancés dans la course au leadership.

Si les marchés européen et asiatique se fermaient devant les produits américains, ce qui reste du marché (Amérique Latine, Afrique) pourrait s'avérer insuffisant pour assurer une croissance soutenue de l'économie américaine. C'est ce qui expliquerait que l'Amérique ait pris le risque de rompre la coexistence pacifique d'après-guerre entre le Capital et le Travail afin de faire échec à la perspective d'un monde tri-polaire pour lui substituer une économie mondialisée où ses entreprises tiendraient les principaux rôles.

42- Le conflit système marchand - système non marchand.

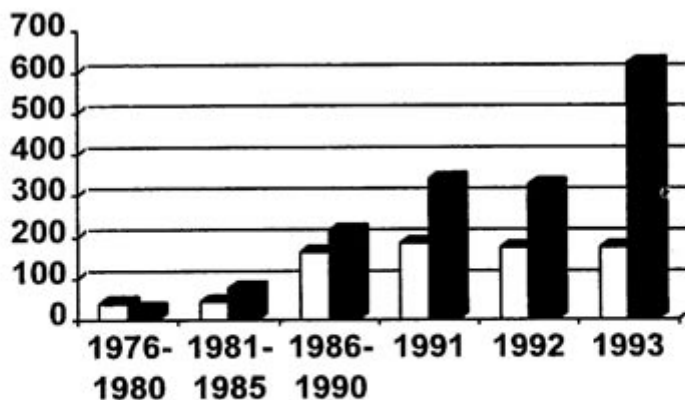
Les marxistes, Rosa Luxembourg notamment, avaient développé la thèse que le système capitaliste ne peut pas exister à l'état pur, son existence est subordonnée à l'existence d'un mode de production non-capitaliste au détriment duquel il assure son existence. L'évolution du système capitaliste est un processus de transformation de modes de production pré-capitalistes (ou non capitalistes) en mode de production capitaliste. L'avènement de la crise au début des années 70 a rappelé aux capitalistes que les économistes ont depuis longtemps admis l'existence de plusieurs catégories de besoins qu'il est possible de satisfaire avec des biens libres, c'est-à-dire gratuitement. Et ce fut le déclic : la solution au problème d'accumulation est dans la promotion des biens libres au rang de biens économiques, ce qui ouvrirait de juteuses perspectives de profit devant les capitalistes. La mission ingrate de transformer les biens libres en biens économiques a été officiellement confiée à l'OMC, qui focalise sur elle toutes les oppositions tandis que dans la discrétion d'autres d'institutions et organisations plus ou moins officielles (FMI, BM, G7, Forum de Davos, OCDE) y travaillent efficacement(21). A l'image de la France, certains pays capitalistes développés qui ne sont pas prêts à relever le défi de la concurrence sur ce nouveau créneau, essaient de mobiliser la société civile pour contrer les Accords sur le commerce des services (GATS) et les Accords sur la propriété intellectuelle (TRIP's).

43- Le conflit Production – Spéculation.

Les progrès réalisés dans les transports (satellite, fibre optique, ordinateur...) et communications (cargos spécialisés, containers, TGV...) permettent de percevoir et de traiter le monde exactement comme un village : on peut en faire le tour dans la journée. C'est une véritable révolution qui s'annonce car les places financières du monde entier sont liées et travaillent de concert, de façon continue et en temps réel, de sorte que les imperfections et défaillances du marché qui se manifestent ici ou là sont immédiatement décelées et exploitées pour réaliser en quelques heures des profits tels qu'il n'est possible d'en réaliser dans la sphère de la production qu'en quelques mois ou années. C'est la panacée : il est désormais possible de s'enrichir sans passer par le laborieux détour de la production. Cette méthode révolutionnaire de faire des profits est devenue pour les Etats-Unis en particulier et les pays industriels traditionnels en général, une nécessité depuis l'arrivée de nouveaux pays industrialisés (NPI) sur le marché pour exacerber la concurrence et rendre ardues les conditions de mise en valeur du capital. Le capitaliste qui n'ignore pas que « spéculer » est bien plus rentable que « produire et vendre » se mit en devoir de réclamer l'abrogation des lois qui cloisonnent les activités et séparent entre entreprise de production et entreprise financière. L'itinéraire de l'entreprise est strictement balisé, lui interdisant de diversifier ses activités pour faire une large place aux manipulations financières. Les lois furent progressivement amendées ouvrant grandes les portes de la spéculation aux banques, aux entreprises, aux fonds de pension, aux maisons de titres et même aux particuliers.

Les capitalistes se mirent en devoir de déconstruire pierre par pierre les lois scélérates d'un autre âge, avec l'appui d'universitaires de renom qui participent à l'oeuvre de déréglementation par des discours *ad hoc* justifiant ces revendications. A l'avant-garde de ce mouvement revendicatif, nous retrouvons Milton Friedman (Prix Nobel d'économie en 1976), Klaus Schwab (fondateur et animateur principal du Forum de Davos), George Soros (gestionnaire du plus important Fonds de pension américain), Ronald Reagan (1981-1989) et Margaret Thatcher (1979-1990). Reagan fraîchement élu à la Maison Blanche pouvait dire dans son discours d'investiture : « *Dans la crise actuelle, le gouvernement n'a pas de solution au problème ; le problème c'est le gouvernement !* » (Document diffusé par Arte, le 25 octobre 2000) ; mais rendons-lui cette justice que l'oeuvre avait démarré bien avant qu'il n'arrive au pouvoir. *Les McFadden Act, Glass Steagall Act, Bank Holding Act...* furent abolis sur la base d'un plan de réforme présenté par le sénateur Brady, dès 1980.

Graph 7 : Investissement direct contre spéculation durant le dernier quart du XX° (en milliards de dollars)



□ Investissement direct ■ Investissement de portefeuille

Source : Problèmes économiques n° 2495 du 20 novembre 1996

44- Le conflit Etat-nation - mondialisation

L'épuisement des possibilités du modèle de croissance fordiste rappela aux entrepreneurs occidentaux l'existence à sa périphérie d'un vaste *no man 's land* encore en friche et qui échappe presque totalement à l'influence du marché ; mais dont les 2 milliards d'habitants ouvrent des perspectives de profit alléchantes. Les pays de l'Europe de l'Est, l'URSS, la Chine et l'Asie du Pacifique... recèlent un potentiel dormant de plusieurs centaines de millions de consommateurs qu'il s'agira de réactiver en brisant les carcans du communisme, du protectionnisme et des spécificités culturelles archaïques qui empêchent les individus d'évoluer en consommateurs de masse. Les pays de l'Europe centrale en général et la Pologne en particulier, étant le ventre mou de tout le système, c'est sur eux que sera concentré le tir. A peine le bloc de l'Est tombé que l'URSS suivit et la Russie elle-même est menacée encore aujourd'hui de dislocation. La Chine communiste, a été obligée de lâcher beaucoup de lest, soit une partie de son territoire sur lequel vivent un demi-milliard de Chinois, en instituant à partir de 1980, des Zones économiques spéciales qui serviront de tête de pont au Marché.

L'observateur qui prend connaissance de la masse d'arguments développés depuis Smith et Ricardo sur les avantages que procure le commerce international serait sidéré d'apprendre que dans le monde contemporain, la majorité des gouvernements développent continuellement des actions destinées à entraver l'accès du marché national aux marchandises de l'étranger. C'est une voix autorisée qui dit « *Les spécialistes de l'économie internationale sont depuis longtemps gênés par la contradiction qui existe entre l'élégance de leur démonstration irréfutable des avantages du libre-échange et l'inélégance avec laquelle le protectionnisme fait école dans la pratique* ». (Jagdish Bhagwati 1990). En effet jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, les gouvernements étaient convaincus qu'une stratégie d'enfermement sur soi est toujours profitable car elle évite à une économie donnée d'être contaminée par les perturbations qui naissent chez les partenaires. Au lendemain de la guerre, le taux moyen de protection tournait autour de 50%. Un taux de cet ordre est un

véritable handicap qui engendre d'importants manques à gagner pour les grandes entreprises qui, dès lors, oeuvrent à démanteler les barrières douanières. Le GATT, créé à la réunion de la Havane de 1948, s'attaque au problème dès 1949 en initiant un premier Round de négociation (Annecy Round). Dans une certaine mesure, la mission du GATT a été couronnée de succès puisque l'Uruguay Round, sixième et dernier du genre, signé à Marrakech en 1993, a ramené les taux moyens de protection à 3,6% pour l'Union Européenne, 3,5% pour les Etats-Unis et 1,7% pour le Japon. D'aussi faibles taux de protection sont des indices significatifs du niveau d'ouverture réalisé par les nations qui jouissent d'un poids important sur le marché. Les pays de la périphérie eux aussi, semblent avoir compris l'enjeu de l'ouverture et ils se sont mis à rechercher les clés de la croissance sur le marché mondial(22) (Tableau n°6).

Tableau 6 : Niveau d'ouverture de quelques pays (X+M/PIB).

Pays	1975	1985	1997
Brésil	19,2	20	16,5 *
Mexique	16,2	30	62,8 **
Chine	...	28,8	40,8
Corée du Sud	63,2	64,1	76
Malaisie	92,6	105	194,6
Thaïlande	42	48,4	122,2
Côte d'Ivoire	77,7	76,4	85,2**
Maroc	54,9	58,2	55,2**
Afrique du Sud	57,2	56,3	54,1**

(*) 1995 (**) 1996

Source : FMI: Statistiques financières industrielles.

Il y a lieu, toutefois, de modérer les succès du GATT, parce que les gouvernements ont imaginé des stratagèmes sophistiqués mais légaux pour contourner sa vigilance. On appelle barrière non tarifaire (BNT) toute mesure protectionniste qui ne soit pas une taxe douanière comme les subventions à la production nationale, les quotas, les privilèges, le dumping, l'invocation de normes de consommation ou de spécificités culturelles(23)... Le phénomène des barrières non tarifaires a pris de telles proportions que l'OMC ne nourrit d'autre ambition pour les prochaines années qu'à amener les gouvernements à substituer aux pernicieuses barrières non tarifaires de classiques barrières tarifaires, plus faciles à combattre.

Les grandes firmes sont en train de déployer de grands efforts pour forcer les blocus des frontières, que ce soit les frontières des nations ou des regroupements de nations comme l'UE ou l'ASEAN, pour déployer le monde entier en un marché d'une seule pièce.

Références bibliographiques

BARROT J. & alii 1995. *Europe, europes, espaces en*

recomposition. Vuibert, Paris.

- BHAGWATI J.** 1990 *Protectionnisme*. Dunod. Paris.
- BOUËT A.** 1998. *Le protectionnisme, Analyses économiques*. Vuibert. Paris
- CHARLES C. & MASSEPORT F.** 1995. *La hiérarchie des puissances économiques depuis 1945*. Ellipses, Paris.
- CLEACH J.Y, LE MORVAN J. & STECK B.** 1994 *La puissance américaine*. Ellipses, Paris.
- DUROUSSET M.** 1994 *La mondialisation de l'économie*. Ellipses, Paris
- GALBRAITH J K** 1976. *L'argent*. Gallimard. Paris
- GALBRAITH J.** 1981. *La crise de 1929*. Payot, Paris.
- GANNAGE E.** 1984. Théories de l'Investissement Direct Etranger. *Economica. Paris*
- GERVAISE Y.** 1994. *Développement économique mondial*. Ellipses, Paris
- GUELLEC J.** 1994. *Relations Internationales : naissance du troisième millénaire*. Ellipses, Paris.
- GUILLAIN R.** 1992. *Japon : troisième grand*. Seuil. Paris.
- KINDLEBERGER C.** 1986. La grande crise mondiale 1929-1939. *Economica. Paris*.
- KRUGMAN P. & OBSTFELD M.** 1998. *Economie internationale*. Editions De Boeck Université. Paris, Bruxelles.
- LEVY-LEBOYER M & CASANOVA J.C.** 1991. *Entre l'Etat et le marché. L'économie française des années 1880 à nos jours*. Gallimard, Paris
- LE DIASCORN Y. & BLONDEEL D.** 1995. *Le nouveau désordre économique international ; le capitalisme et ses crises*. Ellipses. Paris.
- MEYER C.** 1996 La puissance financière du Japon. *Economica. Paris*.
- PAULET J.P.** 1994. *Le libéralisme économique depuis 1945*. Ellipses, Paris.
- PAULET J.P. & MOR I.** 1996. *L'Asie et la croissance*. Editions Ellipses. Paris.

RAINELLI M. 1990. Les investissements étrangers aux Etats-Unis. *Economica. Paris*

RAPPORT DU CEPII : 1983. Economie mondiale : la montée des tensions. *Economica. Paris.*

REICH R. 1993. *L'économie mondialisée.* Dunod, Paris.

Notes

(*) Maître de conférences, Faculté des Sciences Economiques, Universités de Béjaïa.

(1) L'impérialisme, stade suprême du capitalisme paru en 1916

(2) L'accumulation du capital, paru en 1917.

(3) La *régulation* consiste à trouver les solutions les plus adéquates aux questions : Que produire? Comment produire et pour Qui produire ?

(4) La recherche désintéressée cède de plus en plus le pas devant la recherche intéressée. Les laboratoires sont souvent obligés d'établir la preuve que leurs projets auront d'importantes retombées économiques pour espérer bénéficier de subventions de la part des grandes firmes qui d'ailleurs disposent de leurs propres départements «Recherche». La recherche sur le clonage, sur les OGM... n'auraient sans doute jamais eu le succès qu'on leur connaît si elles ne faisaient pas miroiter d'immenses profits.

(5) Le revenu national des Etats-Unis tomba de 87,6 milliards de dollars en 1929 à 40,2 milliards en 1933. (Cahiers Français n° 265 de mars-avril 1994)

(6) Ford disait: *«En sous-payant les hommes, nous préparons une génération d'enfants sous-alimentés et sous-développés, aussi bien physiquement que moralement: nous aurons une génération d'ouvriers faibles de corps et d'esprit et qui, pour cette raison, se montreront inefficaces quant ils entreront dans l'industrie. En définitive c'est l'industrie qui paiera la note. Notre propre réussite dépend en partie de ce que nous payons. Si nous répandons beaucoup d'argent, cet argent est dépensé. Il enrichit les négociants, les détaillants, les fabricants et les travailleurs de tous ordres, et cette prospérité se traduit par un accroissement de la demande pour nos automobiles ».* Henry FORD : Ma vie, mon oeuvre. Traduction française éditée chez Payot en 1926. Rapporté par Carsalade [1998]. Page 129

(7) Un eurodollar est un pouvoir d'achat libellé en dollars qui est créé par un système bancaire autre que le système bancaire américain.

(8) Les historiens n'omettent pas de glisser parmi ces événements

démoralisants pour les Américains, le vol de Gagarine en

(9) L'émission des bons Roosa et la suspension partielle de la convertibilité des dollars en or par les autorités américaines, n'eurent pas plus de succès.

(10) Il a été créé 9,3 milliards de DTS au taux de 1DTS = 1 \$, qui sont distribués aux adhérents sur 3 ans.

(11) Pour ne pas avoir à désacraliser le dollar en le dévaluant, on procéda à la réévaluation des autres monnaies.

(12) «La loi du 2 décembre 1945 avait nationalisé la Banque de France et les quatre plus grandes banques privées et avait enfermé le système bancaire dans un étroit carcan réglementaire, institutionnalisant les conceptions bancaires d'avant-guerre. Toute nouvelle banque et même tout nouveau guichet bancaire devaient obtenir l'accord du Conseil national du crédit. Chaque banque devrait se spécialiser dans les activités correspondant à la catégorie juridique choisie : les banques de dépôts qui recevaient des fonds à court terme (deux ans au plus) et pratiquaient essentiellement l'escompte et les avances à court terme (n'ayant pas le droit de prendre des participations au capital d'entreprises autres que les banques et établissements financiers), les banques d'affaires dont la faculté de recevoir des dépôts était très restreinte et dont l'activité principale était à l'inverse la prise et la gestion des participations, enfin les banques de crédit à moyen et long termes qui ne pouvaient recevoir de ressources ou consentir des crédits qu'à terme supérieur à deux ans ». Lévy-Leboyer (Maurice) & Casanova (Jean-Claude) 1991. Pages 508/509.

(13) La télévision, le grille-pain électrique, les surgelés, les petits produits pour bébés, les frais d'hospitalisation... qui étaient des produits de luxe, furent mis, dès 1957, à la portée des travailleurs américains. Robert Reich [1993]

(14) La France a perdu 10,5% de sa population active masculine âgée de 20 à 40 ans, l'Allemagne 9,8%; l'Autriche-Hongrie 9,5%; l'Italie 6,2%; la Grande Bretagne 5,1%... (Yves Carsalade [1998]).

(15) Entre 1945 et 1970, la richesse mondiale (calculée par la sommation des PIB) a été multipliée par 7, passant de 300 à 2000 milliards de dollars.

(16) Il y aurait en 1997 quelques 350 millions d'asiatiques qui vivent avec moins de un dollar par jour. In Finances & Développement de septembre 1997.

(17) L'OCDE qui a calculé la moyenne pour la période 1970-1989 donne un classement encore plus flatteur pour la région puisqu'elle s'accapare 4 des 5 premières places (Hong Kong, Corée du Sud, Singapour, Norvège et Japon). In Finances & Développement de septembre 1997. Page 4.

(18) Cette classification se fait sur la base de 381 critères touchant à des variables telles que le niveau de l'inflation, le taux de chômage....

(19) Robert Guillaud : Japon, troisième grand. Le Seuil, Paris 1972. L'auteur ne cache pas une profonde admiration pour le pays du Soleil Levant. L'auteur rapporte les conditions de sein i-esclavagisme dans lesquelles végète la grande masse de travailleurs qui, notons-le trouvent la chose naturelle et ne s'en plaignent pas.

(20) La vérité est que les progrès en question ont, certes, dévalorisé le travailleur routinier, mais ils ont incontestablement revalorisé le travail du manipulateur de symboles selon les expressions de Robert Reich [1993]. Ainsi un pays aussi peu xénophile que l'Allemagne, envisage-t-il de faire appel à 20 000 informaticiens hautement qualifiés dans les prochaines années.

(21) A titre d'exemple c'est l'OCDE qui a mis sur pieds le fameux AMI (Accord Multilatéral sur les Investissements) dont le projet a été suspendu, *in extremis*, sous les pressions de l'opinion publique française.

(22) La majorité des économistes récusent les arguments en faveur du protectionnisme. Confer, par exemple : Jagdish Bhagwati [1990]. Antoine Bouët [1998] qui a fait une excellente synthèse des théories du protectionnisme. Krugman et Obstfeld [1998] ont également consacré les 120 pages de la deuxième partie de leur ouvrage à discuter des problèmes se rapportant au protectionnisme.

(23) L'Union Européenne n'a pas hésité à normaliser la courbure de la banane qui peut entrer sur le marché européen.